ASCENZI (Anna), FATTORI (Giuseppina). – *L'alfabeto e il catechismo. La diffusione delle scuole di mutuo insegnamento nello Stato Pontificio (1819 – 1830)*

Pisa/Roma : Istituti Editoriali e Poligrafici Internazionali, 2006. – 338 p.

Mariella Colin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1395>

DOI : 10.4000/histoire-education.1395

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 177-180

ISBN : 978-2-7342-1076-4

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Mariella Colin, « ASCENZI (Anna), FATTORI (Giuseppina). – *L'alfabeto e il catechismo. La diffusione delle scuole di mutuo insegnamento nello Stato Pontificio (1819 – 1830)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 113 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1395> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1395>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

ASCENZI (Anna), FATTORI
(Giuseppina). – *L'alfabeto e il
catechismo. La diffusione delle scuole di
mutuo insegnamento nello Stato
Pontificio (1819 – 1830)*

Pisa/Roma : Istituti Editoriali e Poligrafici Internazionali, 2006. – 338 p.

Mariella Colin

RÉFÉRENCE

ASCENZI (Anna), FATTORI (Giuseppina). – *L'alfabeto e il catechismo. La diffusione delle scuole di mutuo insegnamento nello Stato Pontificio (1819 – 1830)*. – Pisa/Roma : Istituti Editoriali e Poligrafici Internazionali, 2006. – 338 p.

- 1 Il était largement connu que les écoles lancastériennes avaient été ouvertes en Italie dans les provinces traditionnellement considérées comme les plus ouvertes au renouveau pédagogique, depuis qu'y avaient pénétré, au XVIII^e siècle, les théories prônées par les Lumières en matière d'éducation : la Lombardie et la Toscane. Dans ces deux régions, leur promotion avait été essentiellement l'œuvre des élites qui étaient influencées par les idées libérales, et elle avait été combattue par les autorités autrichiennes, qui dominaient alors la péninsule. Les recherches d'Anna Ascenzi et Giuseppina Fattori ont permis en revanche d'apprendre que cette méthode d'alphabétisation, originaire d'Angleterre, avait connu une diffusion importante dans les provinces de l'Italie centrale qui, placées depuis toujours sous le pouvoir temporel des papes, n'avaient pas été touchées jusqu'alors par les nouveaux courants de la modernité. Les deux auteurs de cet ouvrage, chercheurs de l'Université de Macerata, ont dépouillé les documents conservés dans différentes archives, aussi bien romaines

(les archives secrètes du Vatican, les archives du Vicariat ainsi que celles de différentes congrégations) que régionales (notamment dans les villes des Marches et de l'Ombrie) pour reconstituer l'histoire méconnue des écoles d'enseignement qui s'étaient implantées dans les États de l'Église pendant la Restauration.

- 2 Ce volume se compose de deux parties. Dans la première, Anna Ascenzi retrace, dans une dense synthèse, l'histoire de l'ouverture, puis de l'activité de ces écoles, avant leur fermeture décrétée par l'autorité papale ; dans la deuxième se trouvent réunis les documents annexes, classés et retranscrits par Giuseppina Fattori. Les procès-verbaux des délibérations municipales, des lettres et des circulaires échangées entre les différents acteurs de cette période, ainsi que les résultats des enquêtes minutieuses diligentées par la curie romaine sur le fonctionnement de telles écoles, permettent au lecteur d'être parfaitement informé.
- 3 Dans les États pontificaux, ce ne sont pas des aristocrates éclairés ni des bourgeois libéraux qui se mettent à la tête de ces opérations, mais des administrateurs locaux, convaincus d'agir en accord avec la volonté du pontife. Depuis 1814, en effet, Pie VII s'est mis à l'œuvre pour entreprendre une vaste réforme administrative dans ses territoires grâce à l'action de son énergique secrétaire d'État, le cardinal Ercole Consalvi. En 1816, l'instruction est réglementée par la Sacra Congregazione degli Studi, qui édicte la méthode générale pour le secondaire et le supérieur, mais néglige le primaire. Dans ce vide juridique, les conseils municipaux – institués par les réformes de Pie VII – et les autorités locales se font alors les promoteurs de l'enseignement mutuel, qui leur semble cumuler tous les avantages : un coût très réduit (un seul maître, aidé par des élèves-moniteurs, suffit à encadrer trois cents écoliers), l'enseignement complet des rudiments de l'instruction (la méthode permet d'apprendre simultanément la lecture, l'écriture et l'arithmétique), la rapidité du cycle de formation (d'un an à dix-huit mois). Les premières écoles s'implantent dans les Marches, à Pesaro puis à Macerata, en 1819, ensuite se répandent à partir de 1820 dans les alentours (à Urbino, Jesi et Ancona), ainsi que dans l'Ombrie (à Assisi, Perugia, Spoleto, Spello, Foligno et Città di Castello). Les déclarations des conseillers municipaux, notamment ceux de Pesaro, sont de véritables professions de foi dans la science et l'instruction populaire, vues comme les nouveaux instruments indispensables au développement économique du pays ; les administrateurs ne tarissent pas d'éloges quant à la ferveur avec laquelle les écoliers, actifs et disciplinés, progressent sur les chemins du savoir, sans subir punitions et châtiments corporels d'aucune sorte.
- 4 Cet enthousiasme, largement partagé et généralement sans arrière-pensée politique, devait se briser contre l'hostilité du haut clergé. Dès 1819, on attira l'attention du cardinal Consalvi sur ces écoles d'un nouveau genre, issues d'un pays protestant et accusées d'avoir des liens étroits avec le libéralisme et la franc-maçonnerie – danger qui devint plus présent lorsque commencèrent les premiers mouvements insurrectionnels liés à la Charbonnerie. À plusieurs reprises il en déconseilla l'installation ou en demanda la fermeture, alors que, de leur côté, les conseils municipaux demeuraient persuadés de l'utilité et de l'efficacité des écoles lancastériennes. En 1823, le cardinal Consalvi, au moyen d'une lettre-circulaire contenant un questionnaire détaillé, ordonna à tous les évêques et délégués apostoliques d'effectuer une enquête sur les écoles d'enseignement mutuel des États pontificaux. Leurs réponses (qui figurent dans les annexes) ne se firent pas attendre : elles offraient un état des lieux précis et complet de la question, assorti de

considérations idéologiques relevant d'une pensée fortement réactionnaire. Tout comme le cardinal, plusieurs évêques, contraires à cet enseignement généralement très apprécié de la population, mettaient en avant les mêmes critiques : l'encouragement d'opinions et d'idées libérales et « sectaires », de l'ambition individuelle et de l'esprit d'émulation parmi les élèves ; les désordres politiques et sociaux qui suivraient infailliblement l'apprentissage de l'alphabet par les paysans, qui, une fois instruits, refuseraient de se plier aux travaux des champs et prêteraient l'oreille aux sirènes de la révolution. Était aussi blâmée la suppression des châtiments corporels en usage dans le Collegio Romano, notamment « *la sferza* » (le fouet).

⁵ Fort de ces réponses, le cardinal Consalvi obtint du nouveau pape Léon XII – l'un des cardinaux zelanti les plus réactionnaires de la curie romaine, ennemi juré des patriotes et des libéraux, qui entre-temps avait succédé à Pie VII – la fermeture des écoles d'enseignement mutuel, et leur remplacement par celles des Frères des Écoles chrétiennes (ou *Ignorantelli*). Ce qui fut fait par la promulgation de la constitution *Quod Divina Sapiencia* du 5 septembre 1824. Ainsi prenait fin le renouveau qui, pendant quelques années, semblait pouvoir répondre au grave problème de l'analphabétisme populaire dans les provinces de l'Italie centrale.

AUTEURS

MARIELLA COLIN